

Annex B: PROPOSITION DE PROJET DJAMTAN – LAAFI BALA

Modèle de la proposition de projet

CANDIDATURE AU FINANCEMENT DE PROJETS DANS LE DOMAINE DE LA CONSOLIDATION DE LA SOCIÉTÉ

NOM DU PROJET: Projet de renforcement de la résilience des jeunes pour la paix dans le Sahel et le Centre Nord: DJAMTAN - LAAFI BALA (la paix durable)

MONTANT DEMANDÉ: 990 187 EUROS (en euro)

DURÉE DU PROJET: 18 MOIS (nombre de mois)

DATE DE LA CANDIDATURE: 26 SEPTEMBRE 2021 (dernière version introduite)

1. Organisation

- Nom complet: Centre d'étude et de coopération internationale
- abréviation: CECI
- statuts légaux: Organisation Internationale
- adresse officielle: 01 BP 3440 Ouagadougou
- adresse de correspondance (si différente de l'adresse officielle):
- représentant (nom et fonction): Madame NIKIEMA Nathalie, Directrice Pays
- site web: www.ceci.ca
- personne de contact: Madame NIKIEMA Nathalie
- numéro de téléphone: +226 25 35 59 94
- téléphone mobile: +226 78 86 49 17
- e-mail: nathalie.nikiema@ceci.ca

2. Données bancaires

- Nom de la banque: BICIAB
- adresse de la banque: 479, AV KWAME Ouagadougou
- numéro de compte: BF023 01053 006048400181 77
- IBAN (EU): BF42 BF02 3010 5300 6048 4001 8177
- titulaire du compte: CECI
- BIC / SWIFT: BIBIBFBXXX
- Référence de paiements:

3. Motivation (Pertinence)

- Contexte :

Après l'euphorie ayant suivi l'insurrection de 2014 et les élections de 2015, la situation socio-économique du Burkina Faso a connu une forte dégradation. Malgré les ambitions affichées par le PNDES¹, on note un taux de pauvreté de 36,2% en 2018, avec une aggravation des inégalités dont le taux passe de 0,35% en 2014 à 0,38 en 2018. La contribution du secteur primaire au PIB qui était de 30,30 % en 2015, a chuté à 25,1% en 2020. Les droits d'accès à l'éducation, à la santé, à l'entrepreneuriat, à l'emploi sont compromis dans plusieurs régions du fait de l'aggravation de l'insécurité. Cette situation touche particulièrement les jeunes (femmes et hommes) de moins de 35 ans qui représente plus de 77,9% des Burkinabè². La pandémie de COVID-19 exacerbe les inégalités. L'enrôlement des jeunes (femmes et hommes) par les groupes armés est courant, laissant craindre une spirale de violence avec les jeunes comme protagonistes.

¹ Plan national de développement économique et social 2016 - 2020

² 5^e RGPH, décembre 2020

- **Définition du problème :**

La situation est rendue aussi plus complexe avec la multiplication des foyers de conflits locaux dans les régions du Sahel, du Centre Nord, du Nord, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Est. Le pays compte 1 423 378 personnes déplacées internes (PDI) dont 53% de femmes et jeunes femmes. Les régions du Sahel et du Centre Nord regroupent à elles seules près de 70% des PDI enregistrées. Ces deux régions voisines partagent des causes communes et des facteurs de conflits. Il s'agit entre autres :

- Le **sentiment d'inégalité dans l'accès et la jouissance des opportunités économiques**. Dans les zones fragiles et sous assistance humanitaire, les enjeux de gouvernance sont criards. Les populations dont les jeunes ont le sentiment d'avoir été abandonnées par l'État. Les élus locaux, s'ils n'ont pas fui leurs localités, peinent à satisfaire les besoins des populations. Cela expose les jeunes aux recruteurs des groupes armés qui proposent des sommes alléchantes.
- La **stigmatisation des Burkinabè d'ethnies peulh**. Cette stigmatisation crée un repli identitaire et aggrave les conflits communautaires. Exemple : attaques meurtrières de Yirgou (janvier 2019)
- Enfin le **Sahel et le Centre Nord sont des zones minières**. Toutefois, les jeunes sont frustrés par leur faible accès aux emplois miniers. Certains jeunes se dirigent vers l'exploitation artisanale de l'or où la consommation de stupéfiants est courante.

Tout cela dénote une certaine incapacité de l'État et des institutions publiques à trouver des réponses adéquates aux préoccupations des jeunes. Une telle incapacité alimente une crise de confiance entre ces jeunes et l'État. Ainsi, les espaces formels de concertation (forum des jeunes, forum des femmes, etc.) sont perçus comme des tribunes réservées à une certaine élite à la solde des pouvoirs publics. Ces jeunes sont ainsi de plus en plus expressifs sur les réseaux sociaux ou carrément en marge des règles formelles : enrôlement dans des groupes extrémistes, développement de réseaux de délinquance.

- **Pertinence au regard des critères de l'appel à projets :**

Face à ces défis, l'État burkinabé met en œuvre le PUS-BF³ qui vise entre autres à consolider la résilience des populations. Le gouvernement a aussi élaboré des stratégies nationales (cohésion sociale et prévention de la radicalisation et de lutte contre l'extrémisme violent). Une stratégie de réconciliation nationale est en cours de rédaction. Le RND⁴ s'aligne avec les ODD⁵ et place la consolidation de la résilience, de la sécurité, de la cohésion sociale et de la paix comme premier axe stratégique. Les partenaires techniques et financiers et les ONG accompagnent ces efforts. En complémentarité, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) en partenariat avec le Laboratoire Citoyennetés (LC), propose le projet de renforcement de la résilience des jeunes pour la paix dans le Sahel et le Centre Nord: DJAMTAN - LAAFI BALA. Le projet est une contribution à la recherche de solutions durables à travers une approche innovante qui répond au double objectif de l'appel à projet "Jeunesse et résilience Sahel" à savoir : (1) Ouvrir de nouvelles perspectives économiques durables et équitables. (2) Empowerment des jeunes. A cet effet, la solution proposée par le projet DJAMTAN - LAAFI BALA consiste à travailler en étroite collaboration avec les jeunes (femmes et hommes) et les organisations de jeunes, les collectivités territoriales, les services déconcentrés de l'État, les acteurs du secteur privé des Régions du Sahel et du Centre Nord pour à la fois rétablir la confiance des jeunes (femmes et hommes) envers les pouvoirs locaux en faisant en sorte que ceux-ci soient plus à l'écoute des besoins prioritaires des jeunes et leur offrent des occasions de pleine participation citoyenne et des opportunités économiques : apprentissage de compétences répondant aux besoins du marché de travail, emploi, activités génératrices de revenus (AGR) et entrepreneuriat. Le projet renforcera les capacités et le leadership des jeunes afin qu'ils participent à la gouvernance locale (villages, communes mais aussi organisations et entreprises) et qu'ils s'engagent comme citoyens en faveur de la paix et de la cohésion sociale. Notre démarche s'appuie aussi sur une reconnaissance des savoirs et savoir-faire des jeunes (femmes et hommes) dans leurs terroirs,

³ Programme d'Urgence pour le Sahel au Burkina Faso

⁴ Référentiel national de développement 2021 - 2025

⁵ Objectifs pour le Développement Durable

la capitalisation et un partage des expériences avec d'autres jeunes des deux régions et du pays. Le projet couvrira les deux conseils régionaux et les communes de Dori, de Bani, de Kaya et de Boussouma.

4. **Objectifs** (Efficacité)

- **Objectif général**

L'objectif général du projet DJAMTAN - LAAFI BALA est de **contribuer à l'empowerment des jeunes à saisir les opportunités économiques locales, à participer à la gouvernance locale, à la résilience et la paix dans les régions du Sahel et du Centre Nord.**

L'atteinte de cet objectif passe par trois objectifs spécifiques complémentaires.

- **Objectifs spécifiques**

Objectif spécifique 1 : Ouvrir de nouvelles perspectives économiques durables, équitables et innovantes, répondant aux besoins du marché de l'emploi et des marchés, aux jeunes femmes et jeunes hommes des régions du Sahel et du Centre Nord.

Objectif spécifique 2 : Impliquer les jeunes femmes et jeunes hommes du Sahel et du Centre Nord dans les instances décisionnelles locales et la promotion de la paix et de la citoyenneté, dans la région du Sahel et du Centre Nord.

Objectif spécifique 3 : Les savoirs et expériences en faveur de l'empowerment des jeunes sont systématisés et diffusés auprès des acteurs engagés dans la consolidation de la paix au Burkina Faso.

- **Groupe-cible** (nombre et type) :

Les jeunes (femmes et hommes de moins de 35 ans) des communes de Dori, Bani, Boussouma et Kaya sont identifiés en tant qu'acteurs et constituent le groupe cibles des transformations socio-économiques du projet. Par le biais des trois composantes, le projet vise à rejoindre directement 10 000 jeunes dont 50% de jeunes femmes et à favoriser leur participation et engagement à divers niveaux (2000 au niveau de la veille citoyenne et plaidoyer et 1000 dans les actions pour la paix). 2000 jeunes femmes et hommes bénéficieront de conseil en matière économique, 600 participeront aux formations initiales, 100 bénéficieront de formation approfondie et d'accompagnement en entrepreneuriat conduisant au démarrage de 30 AGR ou entreprises individuelles ou collectives par des jeunes.

5. **Activités et Stratégies** (Efficience)

La stratégie globale du projet est de mettre les jeunes (femmes et hommes) au cœur de la démarche dans une perspective transversale d'égalité entre les femmes et les hommes (EFH). Le projet travaillera certes en étroite collaboration avec les Conseils régionaux et les communes d'intervention sélectionnées, mais les jeunes (femmes et hommes) joueront un rôle clé à toutes les étapes de la mise en œuvre. Ils ne seront pas uniquement des "bénéficiaires" mais des parties prenantes à part entière du projet. Ainsi un jeune homme et une jeune femme désignés par chacun des Comités régionaux jeunesse et au moins 2 représentants d'organisations de jeunes (un homme et une femme) des régions ciblées, siégeront au Comité de gestion du projet. Des jeunes des deux régions seront recruté-e-s pour animer les jeunes dans le cadre des **Carrefours d'initiatives jeunesse** qui seront mis en place dans chacune des régions. Ces Carrefours intercommunaux recruteront, avec l'appui du projet, un jeune homme et une jeune femme ayant des capacités de leadership, dont l'un aura un profil économique et l'autre un profil de participation citoyenne, qui seront les principaux animateurs et facilitateurs du projet dans les communes. Ils assureront la synergie entre les trois piliers d'intervention du projet. Ces jeunes seront renforcés en matière d'animation et d'accompagnement jeunesse et sur les thématiques propres au projet. Ces jeunes agiront comme coachs pour les autres jeunes et les accompagneront dans les démarches, qu'il s'agisse de développer des idées de projet économique, de rechercher un emploi ou encore les démarches liées à la participation citoyenne des jeunes et la promotion de la paix et la cohésion sociale. Les Carrefours d'initiatives jeunesse seront mis en réseau car les actions portées par le projet dépassent les limites des communes. Il ne s'agit donc pas uniquement de la mise en place du dispositif de livraison du projet, mais

bien d'un élément stratégique de l'intervention qui contribuera à la durabilité des interventions et à l'implication active des jeunes dans la démarche.

Le résultat immédiat qui sera atteint à la fin du projet pour l'objectif **spécifique 1** est libellé comme suit: **Confiance, aptitudes et services d'appui améliorés afin que les jeunes tirent davantage profit des opportunités économiques.** Les grandes activités et leurs extrants qui conduiront à ce résultat sont présentés au chronogramme ci-après. Mentionnons simplement qu'il s'agit d'offrir en collaboration avec les régions, les communes et des partenaires spécialisés, des services de proximité aux jeunes pour qu'ils connaissent mieux les opportunités économiques locales, orientent mieux leur carrière, développent leur employabilité, leurs AGR ou leurs entreprises. Le projet renforcera les structures locales à agir en faveur des jeunes. Par exemple, les Carrefours d'initiative jeunesse seront mis en place par les Conseil régionaux, les fonds destinés au démarrage des entreprises de jeunes seront accordés au jeunes par les communes qui seront impliquées aussi dans le suivi. Cela contribuera au sentiment des jeunes que les entités de gouvernance locales tiennent compte de leurs aspirations et besoins et y répondent. Autre exemple, le CECI renforcera par le biais de ses modules en ligne, les coachs en entreprise pour améliorer la qualité de l'accompagnement des entrepreneurs.

Le résultat immédiat qui sera atteint à la fin du projet pour l'objectif **spécifique 2** est libellé comme suit: **Compétences, engagement et leadership accrus des jeunes en matière de développement local, cohésion sociale et la promotion de la paix.** Ici il s'agit de renforcer 32 leaders des organisations de jeunes et 16 jeunes ambassadeurs de paix (dont la moitié de femmes) et de les outiller afin qu'ils et elles aient une plus grande capacité de mobilisation des autres jeunes et aient une maîtrise des outils proposés. Suite aux activités de formation les organisations de jeunes seront **appuyées techniquement et financièrement pour conduire des initiatives de participation citoyenne et de paix**, par exemple, tenir un forum intercommunal de priorités des jeunes, plaider en faveur de l'inclusion et la participation des jeunes, conduire le processus de labellisation **Régions et Communes amies de jeunes**. Ce concept qui a été développé avec succès par le CECI dans le cadre du projet AGCEDE en Guinée, repose sur des critères d'évaluation de la prise compte, sous divers aspects, des besoins, aspirations et de l'inclusion des jeunes par les communes. C'est en soi une action citoyenne mais c'est aussi un outil innovant et participatif de mesure du rendement lorsqu'il s'applique sur plusieurs années. On utilisera des méthodes innovantes qui captent l'attention des jeunes pour faire passer des messages (réseaux sociaux, plateforme de veille citoyenne CIVITAC (<https://civitac.org>), ...). Il s'agira d'équiper (en smartphone ou tablette) et de former les jeunes volontaires en **techniques de reportage (MoJo)** afin qu'ils produisent des contenus qu'ils veulent partager. Ces productions ont pour objectifs de mettre en lumière des **expériences endogènes de construction de la paix comme le Kéoogo** promu dans le royaume de Boussouma. La **veille citoyenne exercée par les jeunes via la plateforme CIVITAC** permet aux jeunes d'émettre leurs opinions sur la gouvernance locale et aux aspects d'intérêt pour les jeunes, dans un contexte où une modération se fait par le Laboratoire citoyenneté afin qu'il n'y ait pas dérapage.

Le résultat immédiat qui sera atteint à la fin du projet pour l'objectif **spécifique 3** est libellé comme suit: **Les bonnes pratiques et leçons apprises en matière d'empowerment des jeunes sont systématisées et diffusées.** Il nous semble important de documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques qui émaneront des interventions des jeunes et du projet et de partager ses expériences entre les jeunes des deux régions mais aussi au niveau national. Le projet aidera les jeunes leaders à faire des présentations en public sur des sujets d'intérêt identifiés par les jeunes.

Le projet DJAMTAN- LAAFI BALA intègre le principe « **Do not harm** » et l'**approche sensible au conflit**. En effet, dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire, le personnel et les partenaires du projet seront outillés sur les principes du « ne pas nuire » pour éviter l'aggravation des conflits et limiter les effets induits négatifs liés aux interventions du projet. Le projet informe et facilite également des initiatives plus sensibles aux conflits et à la coexistence pacifique. La **réactivité à la paix** est une approche pratique qui

préconise que les organisations opérant des contextes de conflit ou fragiles conçoivent et réalisent délibérément des résultats de paix par le biais de leur programmation technique-quel que soit le secteur sur lequel elles se concentrent. La notion de réactivité à la paix est sous-tendue par l'efficacité de la paix, d'une part, et la sensibilité aux conflits et le principe "Do not harm" d'autre part.

- **Chronogramme:**

Activités	MOIS																	
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18
Résultat immédiat 1 : Confiance, aptitudes et services d'appui améliorés afin que les jeunes tirent davantage profit des opportunités économiques.																		
A1.1 Études Baseline et potentialités économiques loc	■	■																
A1.2 Service coaching jeunesse (profil économique) CIJ		■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A1.3 Formation initiale en leadership, esprit d'entreprise, EFH, économie verte et changement climatique				■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A1.4 Renforcement prestataires en entrepreneuriat			■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A1.5 Formation et accompagnement des jeunes AGR et entrepreneuriat via les incubateurs/prestataires			■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A1.6 Mise en place du programme de petites subventions en collaboration avec les collectivités locales										■	■	■	■	■	■	■	■	■
Résultat immédiat 2 : Compétences, engagement et leadership accrus des jeunes en matière de développement local, cohésion sociale et la promotion de la paix.																		
A2.1 Service coaching jeunesse (profil participation citoyenne) au sein des CIJ		■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A2.2 Renforcement leaders et OSC jeunes la participation citoyenne et gouvernance locale				■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A2.3 Formation ambassadeurs de la paix cohésion sociale, prévention- gestion conflits et promotion paix					■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A2.4 Soutenir techniquement et financièrement les OSC de jeunes partenaires dans le déploiement de la plateforme CIVITAC, l'organisation et l'animation de forum jeunesse infra-communautaux, mise en place de la démarche Communes amies des jeunes, dialogue politique et plaidoyer en faveur de la participation accrue des jeunes							■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A2.5 Soutenir techniquement et financièrement les OSC de jeunes dans la production et diffusion de contenus sur la paix, la cohésion sociale, la réalisation d'activités de mobilisation des jeunes (ex: KEOOGO, apaisement de conflit)							■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
Résultat immédiat 2 : Les bonnes pratiques et leçons apprises en matière d'empowerment des jeunes sont systématisées et diffusées.																		
A3.1 Réseautage des jeunes via les Carrefours d'initiatives jeunesse								■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A3.2 Appui à la préparation des présentation des jeunes et à leur prise en charge régionaux ou nationaux									■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A3.3 Voyage d'étude				■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■
A3.4 Recrutement de consultants ou personnes ressources pour systématiser les expériences																■	■	■

- **Capacité organisationnelle :**

Le CECI est actif au Burkina Faso et dans toute la sous-région Afrique de l'Ouest depuis 35 ans. Il a pour mission de combattre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités. [Le cadre stratégique 2020-25 du CECI](#) a 3 priorités programmatiques : Renforcement du pouvoir économique et des droits des femmes; Femmes, actrices clés de la résilience et l'action climatique et adaptation des communautés en contextes fragiles et crises prolongées. Le présent projet s'inscrit dans cette troisième cette priorité programmatique. Le CECI a développé des approches programmatiques basées sur les droits humains pour structurer ses actions dans ces thématiques et a développé des approches opérationnelles qui reposent toutes sur une stratégie de co-construction et de renforcement des acteurs locaux. Le projet DJAMTAN - LAAFI BALA contribuera à l'amélioration et l'adaptation des approches spécifiquement au contexte de la zone d'intervention en s'appuyant sur les partenaires et les associations locales de jeunes et pour contribuer à l'innovation et aux apprentissages collectifs et recueillir des données probantes afin de soutenir les bonnes pratiques, c'est pourquoi nous avons ajouté une composante spécifique à ce projet.

Le CECI met en œuvre de nombreux projets de résilience et d’empowerment économique des femmes et des jeunes en Afrique de l’ouest. A titre d’exemple, le CECI met en œuvre au Burkina Faso, au Ghana et en Guinée le projet d’appui à la gouvernance et à la croissance économique durable et inclusive en zone extractive (AGCEDE). Ce projet cible spécifiquement la **participation des jeunes** et des femmes à la **gouvernance locale** des zones minières (qui sont souvent des zones de conflit et de tension avec les jeunes) afin que **leurs voix soient entendues et prises en compte dans les processus de développement local**. Le fait que de nombreux projets économiques destinés aux jeunes et aux femmes soient maintenant inscrits aux plans communaux de développement et financés par le Fonds minier de développement local, est un résultat probant de l’approche développée par le CECI. Près de **3000 jeunes** des régions minières ont **développé leur employabilité et plus de 600 entreprises de jeunes ou de femmes ont été créées** avec l’appui du projet (formation et accompagnement des entrepreneur-e-s). Les tensions qui existaient entre les jeunes et les sociétés minières ont diminué car enfin les jeunes voient des retombées pour eux. L’une des leçons apprises de ce projet est que les **jeunes doivent être acteurs** et pour cela, il faut non seulement accroître leur capacité et les capacités de leurs organisations, mais il faut à la fois travailler avec les collectivités locales pour leur faire une plus grande place et que les jeunes bénéficient à leur juste part des retombées minières. L’autre leçon est à l’effet que sans perspective économique il est impossible de favoriser une participation citoyenne des jeunes. L’expérience de la labellisation des **Communes amis de femmes et de jeunes** (Guinée) s’est avérée une bonne pratique pour **engendrer des transformations institutionnelles importantes au niveau des communes** en favorisant un esprit sain de compétition et une émulation entre les communes d’une même région. Le CECI met en œuvre le programme de coopération volontaire (PCV). L’objectif du PCV est de renforcer les droits et le pouvoir économique des femmes et des jeunes femmes. Au terme d’une année de mise en œuvre, 117 femmes et jeunes femmes ont bénéficié de kits d’impulsion pour démarrer ou relancer leurs micro-entreprises. Ces dernières ont reçu un appui en gestion de micro-entreprises à travers des formations et la mise à disposition d’outils. Grâce à leurs AGR, ces femmes et jeunes femmes, déplacées internes pour la plupart, se sentent plus impliquées dans leurs communautés d’accueil. Elles ont également des revenus et sont aptes à subvenir aux besoins alimentaires du ménage. Ces femmes et jeunes femmes sont aussi moins exposées aux risques d’exploitation divers comme le phénomène de sexe. Dans la commune de Kaya, 37 femmes leaders d’OSC ont pu améliorer leurs compétences dans la prévention et la lutte contre les VBG. Le projet d’appui à la co-consolidation de la paix et la cohésion sociale dans 4 communes au Centre-Nord, exécuté par le CECI a permis de mettre en place des comités d’action communautaire dans 20 villages composés de 20% de jeunes femmes et hommes. Structures de proximité au service de la paix, Ces comités mènent des activités de prévention, de résolution et de transformation positive des conflits. Ils sont pris en compte comme mécanismes endogènes par les autorités. A Boussouma par exemple, le comité a pu réactiver le Keoogo et éduquer 500 jeunes de 13 à 20 ans sur ces valeurs endogènes de prévention des conflits. Projet d’appui à la résilience économique des jeunes femmes de Mangodara (Région des Cascades 2020-2021) a permis à 101 femmes dont 78 déplacées internes et 23 issues de la communauté hôte dont 54 jeunes femmes d’assurer leur relèvement économique grâce à des AGR.

6. Partenaires (Synergies et complémentarités)

- **Partenaires locaux et internationaux et leur valeur ajoutée:**

Les associations locales de jeunesse: les **conseils régionaux de la jeunesse** du Sahel et du Centre Nord, **l’Association Bon Samaritain pour l’Épanouissement de la Jeunesse du Centre-Nord** (ABSEJ/CN) sont des partenaires stratégiques. Ils ont un rôle de catalyseurs dans la mobilisation des jeunes, l’identification des associations, la sélection des bénéficiaires, surtout les jeunes femmes et hommes en respectant l’approche «Do not harm». Les conseils régionaux de la jeunesse et l’ABSEJ/CN assureront l’apprentissage et la documentation de l’expérience. Les collectivités territoriales sont couvertes par le projet: **conseils régionaux** du Sahel et du Centre Nord et mairies de **Bani, Dori, Kaya** et **Boussouma** qui partagent des défis communs. Le **Laboratoire Citoyennetés**: est une organisation de droit burkinabé créée en 2003 et à

vocation sous-régionale. Il a une grande expérience en matière de participation citoyenne et une bonne connaissance des contextes fragiles.

- **Méthode d'identification et d'interactions avec les partenaires locaux:**

Les partenaires de mise en œuvre sont identifiés sur la base de leur connaissance du contexte et de leur expérience. Les interactions avec ces partenaires se feront sur une base régulière à travers des missions terrains, des réunions de comité et de rapportage tel que décrit dans la proposition de suivi évaluation.

- **Autres donateurs:**

Le CECI au Burkina Faso dispose de financement propre qu'il souhaite mettre en contribution pour le présent projet et en accroître l'impact. Il s'agit de l'appui des volontaires canadiens aux partenaires de mise en œuvre, soit une contribution en nature d'une valeur de 15 000 EUR pour 100 jours d'appui technique et la participation aux coûts des activités d'accompagnement des jeunes par l'ABSEJ/CN jusqu'à concurrence 135 000 EUR.

- **Synergies et complémentarités avec d'autres interventions:**

Des partenaires comme la Suisse, le PNUD, l'UNFPA, l'OIM, l'UE financent des initiatives incluant l'empowerment des jeunes (femmes et hommes) dans le Sahel et/ou le Centre Nord. Le CECI implique déjà ces acteurs dans la mise en œuvre du projet d'appui à co-consolidation de la paix et la cohésion sociale à travers le partage des résultats des études et des invitations aux moments forts du projet. Le CECI assure le lead pour la mise en place d'une cartographie des projets et programmes intervenant sur la consolidation de la paix et la cohésion sociale pour renforcer la synergie et la complémentarité sur le terrain. Ces efforts seront soutenus. L'expérience du projet alimente aussi les initiatives "Inclusion pour la stabilité" et "Pacte vert pour les jeunes" de la Team Europe Burkina Faso. Le projet s'inscrit dans la réalisation de la feuille de route pour une mise en œuvre accélérée de "la paix, la justice et des institutions fortes et efficaces" avec ses 34 cibles. Il est en parfaite cohérence avec l'axe 4 de la matrice d'actions prioritaires du PUS-BF et les axes 1, 3 et 4 du RND.

7. Impact and durabilité:

L'impact attendu de l'intervention est qu'à l'issue de ce projet, une masse critique solide de jeunes (femmes et hommes) dynamiques susceptibles de contribuer au dynamisme économique des zones couvertes et de peser de façon décisive sur la gouvernance des communes concernées. Ils constitueront ainsi la tache d'huile positive ineffaçable à la fin du projet. La mise en œuvre du projet va contribuer à réduire les facteurs de conflits et fragilité en facilitant l'accès des jeunes (femmes et hommes) à de meilleures perspectives d'emploi, d'entrepreneuriat et à une participation plus accrue des jeunes dans les sphères de prise de décisions au niveau local. Le projet va impacter la vie des jeunes. Ils verront leurs capacités techniques renforcées dans divers domaines (formations, réseautage, entrepreneuriat, ...) et seront aptes à mieux s'impliquer dans le processus décisionnel dans leurs communes. À travers les actions développées au profit des jeunes, s'installera une cohésion sociale, une réduction des conflits et de violences grâce au vivre ensemble, facilitera le développement des programmes du gouvernement et la stabilité du pays. Une stratégie de durabilité sera développée suivant une démarche de co-construction de savoirs, les expériences les plus pertinentes seront collectées et partagées suivant une approche d'apprentissage en faveur des jeunes. Par ailleurs des partenariats seront développés au niveau de nos zones d'intervention et les partenaires locaux identifiés seront renforcés afin de leur permettre de pouvoir livrer certains services après le projet.

8. Visibilité du donateur

- **Proposition du CECI**

Le CECI travaillera en étroite collaboration avec les partenaires locaux et l'Ambassade du Royaume de Belgique. Les principaux objectifs des actions de visibilité et de communication sont : expliquer l'objet, les enjeux et la valeur ajoutée du projet, documenter et témoigner sur la problématique de l'engagement des jeunes pour un regain de confiance et de stabilité par des exemples de réalisations concrètes, valoriser les analyses et recommandations issues des composantes du projet, présenter les avancées du projet lors

des évènements sur la résilience, la paix et la cohésion sociale. Les cibles prioritaires de la visibilité et de la communication seront les bénéficiaires du projet, l'opinion publique, les autorités locales et nationales et la communauté internationale. Les actions suivantes sont proposées: édition de brochures de présentation du projet expliquant le projet en soulignant le rôle de l'Ambassade du Royaume de Belgique, diffusion de témoignages des acteurs du projet dans les Newsletters, CIVITAC et sur les réseaux sociaux. Les normes édictées par l'Ambassade du Royaume de Belgique en matière de visibilité seront respectées.

9. Méthode de suivi (Capacité de gestion)

- Cadre logique

Résultat Attendus	Baseline	Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
Résultat ultime	A déterminer au démarrage	Pourcentage de jeunes qui participent à la gouvernance locale et au développement économique	Rapports d'enquête Rapport final du projet	Accès des jeunes aux opportunités économiques et participation à la gouvernance locale
1. Empowerment des jeunes à saisir les opportunités économiques locales, à participer à la gouvernance locale, à la résilience et la paix dans les régions du Sahel et du Centre Nord.				
Résultats intermédiaires	A déterminer au démarrage	Nombre de jeunes à bénéficier d'accompagnement et à créer des AGR	Rapports d'enquête Rapports d'évaluations mi-parcours	Les dynamiques du marché de l'emploi sont favorables aux jeunes
1. De nouvelles perspectives économiques durables, équitables et innovantes, répondant aux besoins du marché de l'emploi sont offertes aux jeunes femmes et jeunes hommes des régions du Sahel et du Centre Nord.		Nombre de jeunes impliqués dans les activités de gouvernance locale	Rapports d'activités des OSC	L'implication des jeunes aux activités de participation citoyenne de leur commune
2. Les jeunes femmes et jeunes hommes sont impliqués dans les instances décisionnelles locales, la promotion de la paix et de la citoyenneté, dans la région du Sahel et du Centre Nord. 3. Les savoirs et expériences en faveur de l'empowerment des jeunes sont systématisés et diffusés auprès des acteurs engagés dans la consolidation de la paix au Burkina Faso		Pourcentage de jeunes à bénéficier de savoirs et expériences	Les rapports de capitalisation Base de données	Accès des jeunes aux savoirs et expériences systématisés et diffusés
Résultats immédiats	A déterminer au démarrage	Pourcentage de jeunes à tirer profit des opportunités économiques	Rapport d'évaluation	Accès des jeunes aux services d'orientation de carrières, de formation, de coaching et de mentorat en AGR, entrepreneuriat et insertion en emploi
1. Confiance, aptitudes et services d'appui améliorés afin que les jeunes tirent davantage profit des opportunités économiques locales		Pourcentage de jeunes aptes à intervenir dans la gouvernance locale	Rapport d'évaluation	Les jeunes sont engagés à développer leur engagement et leur leadership
2. Compétences, engagement et leadership accrus des jeunes en matière de développement local, cohésion sociale et la promotion de la paix. 3. Les bonnes pratiques et leçons apprises en matière d'empowerment des jeunes sont systématisées et diffusées		Nombre d'expériences systématisées et diffusées	Rapport de capitalisation Base de données	Les jeunes sont engagés à capitaliser et à partager leurs expériences en matière d'empowerment

- Proposition de suivi et évaluation

Le plan de suivi-évaluation proposé va prendre en charge la mise en place d'une ligne de base et d'un cadre de mesure de rendement. Tout au long de la mise en œuvre du projet, le CECI réalisera des missions de suivi terrain. Les données collectées lors des enquêtes et des visites terrain, alimenteront la base de données. Un plan de mise en œuvre opérationnel sera élaboré et des rapports mensuels seront livrés. Par ailleurs, deux rapports seront produits et partagés dont un rapport à mi-parcours et un rapport final avec l'implication de l'ensemble des parties prenantes. A la clôture du projet, une évaluation finale sera conduite par l'équipe projets et les acteurs impliqués. Il faut noter également que ce projet vise à faciliter l'apprentissage et la transmission des savoirs à travers l'approche de capitalisation des expériences. Tout au long de sa mise en œuvre, les données collectées seront transcrites et analysées. Les activités seront présentées comme une démarche de construction des savoirs. Les expériences les plus pertinentes seront retenues et diffusées suivant une approche d'apprentissage et un rapport de capitalisation sera élaboré et partagé.

10. Budget détaillé basé sur les résultats (Efficience)

Description	Unités	Nbre Unités	Durée	Coût unitaires en CFA	Coûts total en CFA	Coûts total en Euro	Financement			
							Ambassade de Belgique		CECI (fonds propre)	
							%	Montant	%	Montant
1. Ressources humaines										
Récrutement equipe de 6 personnes	Équipe	-	0	-	55 804 950	85 074	82%	70 096	18%	14 978
Sous total1 Ressources Humaines					55 804 950	85 074	82%	70 096	18%	14 978
2. Activités par resultat										
Resultat Immédiat 1: Confiance, aptitudes et services d'appui améliorés afin que les jeunes tirent davantage profit des opportunités économiques					277 000 000	422 284	85%	359 017	15%	63 266
A1.1 Études Baseline et potentialités économiques loc	Etude	1	1	10 000 000	10 000 000	15 245	100%	15 245	0%	-
A1.2 CJ-Service coaching économique 2000 J	nombre coach	2	18	22 000 000	44 000 000	67 078	100%	67 078	0%	-
A1.3 Formation initiale 600 jeunes	2000	600	12	125 000	75 000 000	114 337	100%	114 337	0%	-
A1.4 Renforcement capacités prestataires entrepreneuriat	nombre de formé	4	12	2 000 000	8 000 000	12 196	100%	12 196	0%	-
A1.5 Formation-accomp AGR et entrepr.	nombre d'AGR	100	18	650 000	65 000 000	99 092	65%	64 410	35%	34 682
A1.6 Petites subventions démarrage	AGR/Ent	30	12	2 500 000	75 000 000	114 337	75%	85 753	25%	28 584
Resultat Immédiat 2: Compétences, engagement et leadership accrus des jeunes en matière de développement local, cohésion sociale et la promotion de la paix.					256 000 000	390 269	82%	320 905	18%	69 364
A1.2 CJ-Service coaching citoyenneté et paix 10 000 J	nombre coach	2	18	9000000	18000000	27441	100%	27441	0%	0
A2.2 Renforcement 32 leader OSC participation citoyenne	Nbre de seminaire	1	1	5000000	5000000	7622	100%	7622	0%	0
A2.3 Renforcement 16 ambassadeurs de paix	Nbre de foramtio	1	0	3000000	3000000	4573	100%	4573	0%	0
A2.4 Soutien tech&fin initiatives participation citoyenne - 2000J	Nbre d'OSC	10	12	15000000	15000000	228674	75%	171505	25%	57168
A2.5 Soutien tech&fin Initiatives de paix 1000J	Nbre d'OSC	10	12	8000000	8000000	121959	90%	109763	10%	12196
Resultat Immédiat 3 : Les bonnes pratiques et leçons apprises en matière d'empowerment des jeunes sont systématisées et diffusées.					28700000	43753	87%	37960	13%	5793
A3.1 Réseautage des jeunes	plate forme	1	2	700000	700000	1067	100%	1067	0%	0
A3.2 Appui Jeune Forum régionaux	nbre de forum	4	18	3000000	12000000	18294	100%	18294	0%	0
A3.3 Organisation de 2 voyage d'études	Nbre de voyage	2	6	3000000	6000000	947	70%	6403	30%	2744
A3.4 Capitalisations consultants	Nbre de consulta	2	2	5000000	10000000	15245	80%	12196	20%	3049
Sous total 2 Activités					561 700 000	856 306	84%	717 882	16%	138 424
3. Equipements autres charges										
3.1 Equipements (motos, location véhicule, ordinateurs, photocopieuses, chaises tables...)	0	0	0	0	33770000	5482	100%	5482	0%	0
3.2 Autres charges de structure (location, eau, électricité, fourniture de bureau, communication, carburant entretien...)	0	0	0	0	27675000	42190	100%	42190	0%	0
Sous total 3 Equipements et autres charges de structure					61 445 000	93 672	100%	93 672	0%	-
4. Sous-total Coûts directs (1 à 4.)					678 949 950	1 035 053	85%	881 651	15%	153 402
5. Provision pour imprévus					3 000 000	4 573	100%	4 573	0%	-
6. Total Coûts directs (4 + 5)					681 949 950	1 039 626	85%	886 224	15%	153 402
7. Frais de gestion (10%)					68 194 995	103 963	100%	103 963	0%	-
8. Total des coûts éligibles (6 + 7)					750 144 945	1 143 589	87%	990 187	13%	153 402

11. Analyse de risques/ « risk modifier ».

Risques	Facteurs de risques	Incidences potentielles	Mesures d'atténuation
Dégradation de la situation sécuritaire et sanitaire	<ul style="list-style-type: none"> * Conflits armés, Intercommunautaires * Augmentation des attaques terroristes * Recrudescence de la maladie COVID 19 	<ul style="list-style-type: none"> * Difficultés de suivi des bénéficiaires * Limitation des mouvements * Limitation des activités de grands groupes 	<ul style="list-style-type: none"> * Développer l'acceptance * Suivre l'évolution de la situation sécuritaire * Respecter les règles de sécurité et de sûreté * Adapter de plan de mise en œuvre * Assurer des formations en ligne, * Renforcer mesures barrières à la COVID 19
Réticence et /ou mauvaise perception des autorités locales quant à la participation des jeunes (femmes et hommes) à la gouvernance locale	<ul style="list-style-type: none"> * Contexte de méfiance entre élu-e-s locaux et jeunes * Faiblesse des moyens des collectivités territoriales face à l'ampleur des besoins des populations particulièrement des jeunes (f &h) 	<ul style="list-style-type: none"> * Faible implication des bénéficiaires * Rejet des actions du projet 	<ul style="list-style-type: none"> * Sensibiliser sur l'implication des jeunes à travers leur participation citoyenne et économique * Impliquer les leaders traditionnels et religieux. * Faire du plaidoyer en faveur des jeunes